

## **Rapport explicatif selon l'art. 16 OAT**



## **Sommaire du rapport explicatif**

- 1 Contexte et objet de l'examen
- 2 Déroulement de la planification et collaboration
- 3 Prise en compte des propositions



## 1 Contexte et objet de l'examen

Une procédure par étapes a été choisie tant pour l'élaboration que pour l'approbation du Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique (PSIA). Dans une première phase, le Conseil fédéral a adopté le 18 octobre 2000 la partie conceptuelle du plan (parties I – IIIB).

Depuis, des fiches sont établies aéroport par aéroport dont elles spécifient pour chacun les exigences (partie IIIC). L'Office fédéral de l'aviation civile (OFAC) est chargé d'établir cette partie du plan (fiches propres à chaque installation) en collaboration avec les services fédéraux concernés et en tenant compte des plans directeurs cantonaux.

Les dix premières séries de fiches portant sur un total de 50 installations (dont 10 aéroports régionaux, 2 aéroports militaires avec utilisation civile, 33 champs d'aviation et 3 hélicoptères) ont été approuvées par le Conseil fédéral le 30 janvier 2002 (1<sup>ère</sup> série), le 14 mai 2003 (2<sup>e</sup> série), le 18 août 2004 (3<sup>e</sup> série), le 2 novembre 2005 (4<sup>e</sup> série), le 7 décembre 2007 (5<sup>e</sup> série), le 1<sup>er</sup> juillet 2009 (6<sup>e</sup> série), le 6 juillet 2011 (7<sup>e</sup> série), le 4 juillet 2012 (8<sup>e</sup> série), le 20 novembre 2013 (9<sup>e</sup> série) et le 17 décembre 2014 (10<sup>e</sup> série). Le Conseil fédéral a en outre approuvé les fiches des aéroports nationaux de Bâle-Mulhouse et de Zurich respectivement le 15 mai et le 26 juin 2013 de même que l'adaptation de la fiche de l'aéroport de Zurich le 18 septembre 2015.

La partie conceptuelle, les fiches par installation, de même que les rapports explicatifs et rapports d'examen établis pour chaque série de fiches sont publiés sur Internet à l'adresse [www.bazl.admin.ch/SIL](http://www.bazl.admin.ch/SIL).

La onzième série comprend la fiche par installation pour le champ d'aviation de Wangen-Lachen (SZ), une adaptation des fiches pour les installations de Biel-Kappelen (BE), Sitterdorf (TG) et Lausanne-La Blécherette (VD) ainsi qu'une mise à jour des fiches pour les installations de Hausen am Albis (ZH), Courtelary (BE), Langenthal (BE), Saanen (BE), Thun (BE), Bellechasse (FR), St. Gallen-Altenthein (SG), Amlikon (TG), Lommis (TG), Montricher (TG) et Môtiers (NE).

## 2 Déroulement de la planification et collaboration

La nouvelle fiche Wangen-Lachen se fonde sur le protocole de coordination pour la coordination spatiale (partie III A-3) exigé par la partie conceptuelle du PSIA. Le protocole retranscrit le résultat des travaux réalisés en commun par les services de planification concernés. Ont pris part à ces travaux, les services fédéraux concernés (OFAC, ARE, OFEV), les services concernés du canton de Schwytz, les communes concernées, l'exploitant d'installation (exploitant d'aéroport) et les propriétaires fonciers («Genossamen»)

Cette fiche a été mise en consultation de juin à août 2015, d'abord auprès des services fédéraux puis, dans le cadre d'une procédure d'audition, auprès des cantons et communes concernés. Les cantons ont vérifié qu'elle concordait avec les buts et principes de leurs planifications directrices et qu'elle n'était pas incompatible avec les plans directeurs en vigueur. Dans le même temps, la population a été informée et associée dans le cadre d'une procédure de participation publique. Suite

à cela, l'OFAC a mené une discussion avec toutes les parties impliquées afin de clarifier les questions en suspens et de dissiper les malentendus.

L'adaptation de la fiche de l'aérodrome de Biel-Kappelen vise essentiellement à garantir le déplacement de la piste en herbe et l'exploitation de cette dernière. Elle découle des conclusions du processus de coordination mené avec les services cantonaux, les communes concernées et l'exploitant d'aérodrome. À la suite de la procédure d'audition, l'OFAC a effectué une dernière mise au point avec ces services au sujet des décisions relatives à l'exploitation. L'adaptation de la fiche de Lausanne-La Blécherette porte sur une légère modification du périmètre aéroportuaire. Elle découle des conclusions du processus de coordination mené avec les services cantonaux, la commune d'implantation et l'exploitant d'aérodrome. On a en revanche renoncé au processus de coordination pour l'adaptation de la fiche de l'aérodrome de Sitterdorf, lequel voit également son périmètre légèrement modifié. La mise à jour des autres fiches (Hausen am Albis, Courtelary, Langenthal, Saanen, Thun, Bellechasse, St. Gallen-Altenrhein, Amlikon, Lommis, Montricher et Môtiers) concerne principalement l'adaptation de l'aire de limitation au cadastre des surfaces de limitation d'obstacles récemment entrés en vigueur. Les adaptations et mises à jour ont en outre été mises à profit pour actualiser les contenus périmés. Les cantons et les communes ont eu la possibilité de prendre position dans le cadre de la procédure d'audition qui s'est tenue de juin à août 2015 à la suite d'une première consultation des services fédéraux concernés. Les propositions ainsi que la manière dont elles ont été retenues sont récapitulées ci-après.

Une deuxième consultation des offices a été organisée par la suite en décembre 2015. Les services fédéraux ont vérifié que les fiches par installation coïncidaient avec les buts et principes de leur planification sectorielle et qu'elles n'étaient pas incompatibles avec leurs conceptions et plan sectoriel existants au sens de l'art. 13 LAT. Les résultats sont également récapitulés ci-après.

### 3 Prise en compte des propositions

#### 3.1 Objektblatt Hausen am Albis (Fortschreibung)

##### 3.1.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UFER Ufficio federale del personale</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.

### 3.1.2 Anhörung der Behörden

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b>Kanton Zürich (Baudirektion)</b>		
1 Flugplatzperimeter / Lärmbelastung: die Berücksichtigung in der Richt- und Nutzungsplanung ist zu präzisieren.	-	Der Kanton und die Gemeinden haben als Planungsbehörden zu berücksichtigen, dass der Flugplatzperimeter die Nutzungszone überlagert und Flugplatzanlagen darin Vorrang haben. Die Nutzungszone ist nur für die Bewilligung von Nebenanlagen (im Flugplatzperimeter) von Bedeutung. Bei der Ausscheidung neuer Bauzonen, der Erschliessung von Bauzonen sowie der Erteilung von Baubewilligungen im «Gebiet mit Fluglärmbelastung» ist sicherzustellen, dass die Bestimmungen der Lärmschutzverordnung (LSV) eingehalten werden.
2 Hindernisbegrenzung: im Objektblatt sind klare Aussagen darüber zu machen, welche Entwicklungen bzw. bauliche Massnahmen innerhalb der Hindernisbegrenzungsflächen zulässig sind. In der Kartenlegende ist eine aussagekräftige Differenzierung vorzunehmen.	-	Abgesehen von der Höhenbeschränkung bestehen keinerlei Vorgaben. Das in der Karte zum Objektblatt dargestellte Gebiet mit Hindernisbegrenzung verweist auf den Hindernisbegrenzungsflächenkataster (HBK). Die exakten Höhen sind diesem zu entnehmen.
3 Festlegungen Natur- und Landschaftsschutz: Änderung Text «Konkrete Massnahmen zum ökologischen Ausgleich richten sich nach dem <u>genehmigten</u> Konzept des Flugplatzhalters.»	Festlegungen Natur- und Landschaftsschutz: Änderung Text «Konkrete Massnahmen zum ökologischen Ausgleich richten sich nach dem <u>genehmigten</u> Konzept des Flugplatzhalters.»	Dem Antrag wird entsprochen.
Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz: Änderung Text «Nach <u>Genehmigung der Massnahmen sind diese Abschluss des Genehmigungsverfahrens sind diese Massnahmen</u> von der Flugplatzhalterin umzusetzen.»	Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz: Änderung Text «Nach <u>Genehmigung der Massnahmen sind diese Abschluss des Genehmigungsverfahrens sind diese Massnahmen</u> von der Flugplatzhalterin umzusetzen.»	Dem Antrag wird entsprochen.
Die Inhalte zum ökologischen Ausgleich sind weniger auf den Neubau des Hangars und die Anpassung der Infrastrukturbauten auszurichten, da deren Realisierung derzeit unklar ist.	-	Die Pflicht zur Realisierung des ökologischen Ausgleichs durch den Flugplatzhalter (entsprechend dem genehmigten Konzept) ist unabhängig von der Realisierung des Bauvorhabens.
4 Ökologischer Ausgleich: die Massnahmen sind auf die Nutzung des Gewässerraums des Jonenbachs abzustimmen.	-	Ist im Rahmen der Genehmigung des Konzepts zum ökologischen Ausgleich zu berücksichtigen.
5 Ergänzung des Objektblatts betreffend Berücksichtigung der «Empfehlungen zur Vermeidung von Lichtemissionen» (BU-WAL 2005)	-	Ist allenfalls im Rahmen eines Plangenehmigungsverfahrens zu berücksichtigen.
<b>Kanton Zug (Amt für Raumplanung)</b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b>Gemeinde Hausen am Albis (Gemeinderat)</b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b>Gemeinde Baar (Abt. Planung / Bau)</b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b>Gemeinde Horgen (Gemeinderat)</b>		
Fortschreibung ist mit den Zielen der Richtplanung kongruent	-	-



### 3.2 Fiche par installation Courtelary (mise à jour)

#### 3.2.1 Consultation des services fédéraux

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.2.2 Consultation des autorités

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Canton de Berne</i></b>		
1 Le Canton de Berne demande de remplacer, dans la partie «Situation initiale» du thème «Etat de la coordination», «secteurs de protection des eaux» par «zones de protection des eaux».	Situation initiale, état de la coordination: «Les restrictions dues à la présence de <del>secteurs de protection des eaux</del> <u>zones de protection des eaux souterraines</u> ont été identifiées dans le protocole de coordination».	La remarque du Canton de Berne est intégrée dans la fiche PSIA.
2 Le Canton de Berne informe que la partie sud-ouest de l'aérodrome se trouve dans une zone de risque d'inondation mais les installations aéronautiques ne sont pas concernées. Il n'y a pas de mesures de génie hydraulique.	-	Cette information sera prise en compte dans le cadre de procédures d'approbation de plans.
<b><i>Commune de Corgémont</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Commune de Cormoret</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Commune de Courtelary</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Groupe de vol à voile de la section biennoise de l'AéCS</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.3 Objektblatt Biel-Kappelen (Anpassung)

#### 3.3.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
Es sind keine grenzüberschreitenden Taxi- und Transportflüge erlaubt.	-	Die Festlegungen im Objektblatt tangieren das Verbot grenzüberschreitender Taxi- und Transportflüge nicht.
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäußert.

### 3.3.2 Anhörung der Behörden

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni	
<b>Kanton Bern (Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion)</b>			
1	In einer ersten Stellungnahme beantragt der Kanton, auf die Erhöhung des Verkehrspotenzials von jährlich 9 150 auf 11 000 Flugbewegungen zu verzichten oder in Absprache mit dem Kanton und den Gemeinden tiefer festzulegen. Eine solche Erhöhung der Verkehrsleistung um 20% sei kritisch zu beurteilen, auch wenn die Lärmbelastungsgrenzwerte eingehalten werden. Es erscheine politisch nicht opportun, den Spielraum, der durch die technische Entwicklung (leisere Flugzeuge, Pistenbefestigung etc.) resultiert, vollständig für die Erhöhung der Flugbewegungszahl einzusetzen.	-	
2	Nach erfolgter Bereinigungsverhandlung unterstützt der Kanton die zwischen den hauptbetroffenen Gemeinden und der Flugplatzhalterin vereinbarte Lösung: Er stimmt dem im Objektblatt vorgesehenen Verkehrspotenzial von 11 000 Flugbewegungen zu, wenn im Betriebsreglement eine verbindliche Zahl von Flugbewegungen festgelegt wird (vgl. Gemeinde Kappelen, Ziffer 1). So kann dem Flugplatz ein angemessener Entwicklungsspielraum verschafft werden.	Festlegungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb: «Der Betrieb wird im bisherigen Rahmen weitergeführt. <u>Er ist so zu gestalten, dass keine wesentliche Verkehrszunahme stattfindet.</u> Zur Reduktion ...» Erläuterungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb (zweiter Abschnitt): « <u>Eine verbindliche Zahl der jährlichen Flugbewegungen ist nicht festgesetzt.</u> Der Flugbetrieb ist im Betriebsreglement geregelt. <u>Dort ist die Festlegung einer Bewegungszahl möglich; vorgesehen ist die Begrenzung auf jährlich 12 000 Flugbewegungen.</u> Im Zusammenhang ...»	Im Sinne des Antrags des Kantons und der Gemeinden Kappelen und Worben wird die Festlegung im Objektblatt, wonach der Betrieb im bisherigen Rahmen weiterzuführen ist, mit einer Aussage zur Verkehrsleistung untermauert. In den Erläuterungen soll zusätzlich auf die zwischen Flugplatzhalterin und Gemeinden getroffene Vereinbarung zur Begrenzung der Bewegungszahl im Betriebsreglement hingewiesen werden.
3	Im Betriebsreglement ist ein Vorbehalt einzufügen, wonach klar definierte Massnahmen zur Verminderung von Fluglärm zu ergreifen sind.	-	
4	Die Massnahmen für den ökologischen Ausgleich, die im Zusammenhang mit der Optimierung der Flugpiste vorgesehen sind, sind sinnvoll und erwünscht. Sie sind mit der Plangenehmigung verbindlich festzulegen. Ihre Realisierung und Erhaltung sind durch das BAZL zu kontrollieren.	-	
<b>Gemeinde Kappelen</b>			
1	In der ersten Stellungnahme lehnt die Gemeinde die Erhöhung des Verkehrspotenzials um 20 % für die Berechnung der Lärmbelastungskurve ab. Die Begründung resp. das öffentliche Interesse für eine solche Mehrbelastung fehle. Insbesondere sei nicht klar, wie und in welchem Prozess die Einhaltung der «zulässigen Lärmimmissionen» kontrolliert, gewährleistet und zeitnah durchgesetzt werden kann; griffige Instrumente zur Durchsetzung lärmbeschränkender Massnahmen fehlten. Die Nachrechnung der Lärmbelastungskurven sei teuer und unpraktikabel, Überschreitungen der zulässigen Werte würden zu spät festgestellt.	-	

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
2 Nach erfolgter Bereinigungsverhandlung kann die Gemeinde dem im Objektblatt vorgesehenen Verkehrspotenzial von 11 000 (Grundlage für die Lärmberechnung) zustimmen unter der Bedingung, dass im Betriebsreglement eine verbindliche Zahl von Flugbewegungen festgelegt wird: max. 8 000 Bewegungen pro Jahr mit «lauten» Flugzeugen, max. 4 000 Bewegungen mit «leisen» Flugzeugen. Damit wird im Sinne einer wirkungsorientierten Lösung die emissionsträchtige Kategorie auf dem heutigen Stand eingefroren, bei den leiseren Schulungsflügen ein Wachstumsspielraum gewährt. Im Objektblatt ist eine entsprechende Anmerkung vorzunehmen. Eine privatrechtliche Vereinbarung gleichen Inhalts wird als ungeeignet betrachtet.	Festlegungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb: «Der Betrieb wird im bisherigen Rahmen weitergeführt. <u>Er ist so zu gestalten, dass keine wesentliche Verkehrszunahme stattfindet.</u> Zur Reduktion ...» Erläuterungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb (zweiter Abschnitt): « <u>Eine verbindliche Zahl der jährlichen Flugbewegungen ist nicht festgesetzt.</u> Der Flugbetrieb ist im Betriebsreglement geregelt. <u>Dort ist die Festlegung einer Bewegungszahl möglich; vorgesehen ist die Begrenzung auf jährlich 12 000 Flugbewegungen.</u> Im Zusammenhang ...»	Im Sinne des Antrags des Kantons und der Gemeinden Kappelen und Worben wird die Festlegung im Objektblatt, wonach der Betrieb im bisherigen Rahmen weiterzuführen ist, mit einer Aussage zur Verkehrsleistung untermauert. In den Erläuterungen soll zusätzlich auf die zwischen Flugplatzhalterin und Gemeinden getroffene Vereinbarung zur Begrenzung der Bewegungszahl im Betriebsreglement hingewiesen werden.
3 Betriebsreglement: eine Erweiterung der Betriebszeiten wird abgelehnt, wenn dies offensichtlich zu einer Ausweitung der belasteten Tageszeit führt.	-	Die Betriebszeiten sind nicht Gegenstand des Objektblatts; das Betriebsreglement wird im nachgelagerten Genehmigungsverfahren behandelt.
4 Hinweis: Das Flugfeld befindet sich in der Landwirtschaftszone. Die nicht dem Flugbetrieb zugehörenden Nutzungen sind zonenfremd und damit nicht zulässig, bestehende Bauten können nicht unzulässig erweitert oder umgenutzt werden (z.B. Restaurantfläche, Umnutzung Hangar in Lagerhalle). Die Gemeinde beabsichtigt nicht, ihren Zonenplan zu ändern.	-	-
<b>Gemeinde Worben</b>		
1 Das Gemeindegebiet befindet sich nach wie vor in einer Zone mit Lärmbelastungen, was zwingend im Objektblatt vermerkt (unter «Ausgangslage») und im Lärmkataster aufgenommen werden muss.	-	Unter «Ausgangslage, Gemeinden mit Lärmbelastung» sind diejenigen Gemeinden aufgeführt, deren Gebiet mindestens vom Planungswert der Empfindlichkeitsstufe 2 gemäss LSV tangiert ist (Gebiet mit Lärmbelastung). Aufgrund der neu berechneten Lärmkurve ist dies für die Gemeinde Worben nicht mehr der Fall.
2 Der bisherige Betrieb des Flugfelds wurde noch nie in Frage gestellt, ein Ausbau wird jedoch nicht unterstützt. Die Erhöhung der Verkehrsleistung als Grundlage für die Lärmberechnung wird abgelehnt.	-	-
3 Nach erfolgter Bereinigungsverhandlung kann die Gemeinde dem im Objektblatt vorgesehenen Verkehrspotenzial von 11 000 (Grundlage für die Lärmberechnung) zustimmen unter der Bedingung, dass im Betriebsreglement eine verbindliche Zahl von Flugbewegungen festgelegt wird: max. 8 000 Bewegungen pro Jahr mit «lauten» Flugzeugen, max. 4 000 Bewegungen mit «leisen» Flugzeugen. Damit wird im Sinne einer wirkungsorientierten Lösung die emissionsträchtige Kategorie auf dem heutigen Stand eingefroren, bei den leiseren Schulungsflügen ein Wachstumsspielraum gewährt. Im Objektblatt ist eine entsprechende Anmerkung vorzunehmen. Eine privatrechtliche Vereinbarung gleichen Inhalts wird als ungeeignet betrachtet.	Festlegungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb: «Der Betrieb wird im bisherigen Rahmen weitergeführt. <u>Er ist so zu gestalten, dass keine wesentliche Verkehrszunahme stattfindet.</u> Zur Reduktion ...» Erläuterungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb (zweiter Abschnitt): « <u>Eine verbindliche Zahl der jährlichen Flugbewegungen ist nicht festgesetzt.</u> Der Flugbetrieb ist im Betriebsreglement geregelt. <u>Dort ist die Festlegung einer Bewegungszahl möglich; vorgesehen ist die Begrenzung auf jährlich 12 000 Flugbewegungen.</u> Im Zusammenhang ...»	Im Sinne des Antrags des Kantons und der Gemeinden Kappelen und Worben wird die Festlegung im Objektblatt, wonach der Betrieb im bisherigen Rahmen weiterzuführen ist, mit einer Aussage zur Verkehrsleistung untermauert. In den Erläuterungen soll zusätzlich auf die zwischen Flugplatzhalterin und Gemeinden getroffene Vereinbarung zur Begrenzung der Bewegungszahl im Betriebsreglement hingewiesen werden.

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Gemeinde Aegerten</i></b>		
Keine Einwendungen, die Grundsätze der kommunalen Richtplanung sind nicht betroffen.	-	-
<b><i>Gemeinde Bellmund</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>Gemeinde Jens</i></b>		
Kein grundsätzlicher Einwand; das Objektblatt beeinflusst oder beeinträchtigt die Ortsplanung kaum. Anliegen, dass die Zahl der Flugbewegungen nicht ständig erhöht wird, soll im bisherigen Rahmen beibehalten und auf max. 10 000 pro Jahr beschränkt werden.	-	vgl. Kanton Bern, Ziffer 1
<b><i>Gemeinde Lyss</i></b>		
Vorbehalt: Die Hindernisbegrenzungsfläche könnte zu Einschränkungen führen, wenn die vom kantonalen Richtplan geforderte innere Verdichtung im Siedlungsgebiet das Wachstum in die Höhe nötig macht.	-	Die Hindernisbegrenzungsfläche, von der das Siedlungsgebiet in Lyss betroffen ist, verläuft auf einer Höhe von 45 m über Grund (Horizontalebene). Bauten, die diese Ebene durchstossen, sind möglich, müssen jedoch im Hinblick auf die Flugsicherheit geprüft und bewilligt werden (VIL Art. 63ff).
<b><i>Gemeinde Merzligen</i></b>		
Gemeinde nur randlich vom Gebiet mit Hindernisbegrenzung betroffen; das Objektblatt ist problemlos mit den Zielen und Grundsätzen der kommunalen Richtplanung vereinbar.	-	-
<b><i>Gemeinde Port</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>Gemeinde Studen</i></b>		
Keine Bemerkungen; die vorgesehenen Massnahmen laufen der kommunalen Richtplanung nicht zuwider.	-	-

### 3.4 Objektblatt Langenthal (Fortschreibung)

#### 3.4.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.

### 3.4.2 Anhörung der Behörden

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>Kanton Bern (Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion)</b>		
1 Festlegungen Natur- und Landschafts- schutz, Anpassung: «Die Massnahmen zum ökologischen Ausgleich richten sich <del>nach dem Konzept gemäss dem im Zu- sammenhang mit der Pistenbefestigung erarbeiteten Projekt (Plangenehmigung vom 20. April 2006) sind von der Flug- platzhalterin umzusetzen. Die Flugplatz- halterin ist zu verpflichten, die Einhaltung der Nutzungsbeschränkungen auf den Ausgleichsflächen zu kontrollieren und wenn nötig anzuordnen.»</del>	Erläuterungen Natur- und Landschafts- schutz, Ergänzung: «Im Zusammenhang mit der Pistenbefestigung (Plangenehmigung vom 20. April 2006) hat die Flug- platzhalterin ein Projekt für den ökologi- schen Ausgleich erarbeitet. Die darin ent- haltenen Massnahmen sind von der Flug- platzhalterin umzusetzen resp. hat diese die Einhaltung der Nutzungsbeschränkungen auf den Ausgleichsflächen zu kontrol- lieren und wenn nötig anzuordnen.»	In den Festlegungen soll lediglich der Grundsatz zum ökologischen Ausgleich verankert werden. Detaillierte Angaben dazu erfolgen in den Erläuterungen.
<b>Gemeinde Bettenhausen (Gemeinderat)</b>		
1 keine Bemerkungen zur Fortschreibung des Objektblatts	-	-
2 Die An- und Abflugrouten sind auch künftig einzuhalten.	-	Die Einhaltung der im Betriebsreglement festgelegten An- und Abflugrouten ist nicht Gegenstand des SIL.
<b>Gemeinde Bleienbach (Gemeinderat)</b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b>Stadt Langenthal (Gemeinderat)</b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b>Gemeinde Lotzwil (Gemeinderat)</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Gemeinde Ochlenberg (Gemeinderat)</b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b>Gemeinde Thörigen (Gemeinderat)</b>		
keine Bemerkungen	-	-



### 3.5 Objektblatt Saanen (Fortschreibung)

#### 3.5.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.

### 3.5.2 Anhörung der Behörden

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b>Kanton Bern (Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion)</b>		
1 Der Lärmbelastungskataster (LBK) von 1994 ist anzupassen.	-	Der LBK wird in den kommenden Jahren angepasst.
2 Die Verlegung von Teilen der Infrastruktur auf die Nordseite der Piste wird begrüsst.	-	-
3 Beim geplanten Neubau nördlich der Piste ist der Verlauf des eingedolten «Bortgräblis» zu beachten (Gewässerraum beidseitig 10 Meter), das am östlichen Ende des Flugfeldes das Gelände in Richtung Saane quert.	-	Das Fliessgewässer ist allenfalls im Rahmen des nachfolgenden Plangenehmigungsverfahrens zu berücksichtigen.
4 Erläuterungen; Natur- und Landschaftsschutz, Umwelt; Korrektur des Rechtsverweises zum Raumbedarf der Saane.	Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz, Umwelt; Anpassung: «Der Raumbedarf der Saane gemäss Art. 241a der eidg. Gewässerschutzverordnung Wasserbauverordnung WBV resp. Art 41a des Gemeindebaureglements Saanen ist zu beachten.»	-
5 Bei Hochwasser von Saane und Bortgräbli ist mit Überschwemmungen auf dem Flugfeld zu rechnen. Bei baulichen Massnahmen empfehlen wir, die Fachstellen frühzeitig beizuziehen und geeignete Objektschutzmassnahmen zu planen.	-	Hochwasserschutzmassnahmen sind allenfalls im Rahmen von Plangenehmigungsverfahren vorzusehen.
6 Im östlichen Bereich des Flugfeldes will die Gemeinde Saanen eine neue Grundwasserfassung erstellen und die erforderliche Grundwasserschutzzone ausscheiden. Die neue Grundwasserfassung ist für die Trinkwasserversorgung der Region unverzichtbar und standortgebunden. In einer Vereinbarung zwischen der Einwohnergemeinde Saanen und der Flugplatzgenossenschaft sind die Einzelheiten für ein Nebeneinander von Flugplatz und Grundwasserfassung bzw. -schutz geregelt. Im Grundwasserschutzonen-Reglement wird zugesichert, dass die bestimmungsgemässe Nutzung der Piste und des Rollweges im Umfang des heutigen Besitzstandes gewährleistet bleibt.	Stand der Koordination, Ergänzung: « <u>Die Gemeinde Saanen will im östlichen Bereich des Flugfeldes eine neue Grundwasserfassung erstellen. Das Nebeneinander von Flugplatz und Grundwasserfassung bzw. -schutz ist in einer Vereinbarung zwischen der Gemeinde Saanen und der Flugplatzhalterin geregelt. Der Flugbetrieb im gegenwärtigen Umfang bleibt gewährleistet.</u> »	-
<b>Gemeinde Saanen (Gemeinderat)</b>		
Flugplatzperimeter: die Fläche westlich der bestehenden Hochbauten auf der Nordseite der Piste ist im Sinne der Widerspruchsfreiheit zwischen SIL und kommunalem Richtplan ebenfalls als Festsetzung (statt als Zwischenergebnis) zu definieren.	Festlegungen Flugplatzperimeter, Anpassung: « <u>Zur Verbesserung der Sicherheit und der betrieblichen Abläufe auf dem Flugplatz soll die Option für die Verlegung von Teilen der Flugplatzanlagen (Flugzeugunterstände, Helikopterinfrastruktur) auf die Nordseite der Piste offen gehalten werden. Mögliche Standorte sind die Flächen östlich oder westlich der bestehenden Hochbauten [1].</u> » Erläuterungen Flugplatzperimeter, Infrastruktur; Anpassung: Im Perimeter eingeschlossen sind <u>die für die Infrastrukturverlegung (Neubau) beanspruchte Fläche östlich der Hochbauten</u> , die Fläche westlich der Hochbauten als Reservefläche, die nicht aviatisch genutzten landwirtschaftlichen Kulturlandflächen zwischen den einzelnen Anlageteilen, das vom Militär weiterhin genutzte Areal so-	Die Flugplatzhalterin beansprucht für die Infrastrukturverlegung die Fläche östlich der bestehenden Hochbauten. Die Fläche westlich der Hochbauten wird als Reservefläche festgesetzt.

<b>Anträge</b> <b>Propositions</b> <b>Proposte</b>	<b>Änderung im SIL</b> <b>Modification du PSIA</b> <b>Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen</b> <b>Remarques</b> <b>Osservazioni</b>
	<p>wie das Ufergehölz entlang der Saane.                      Die für die Verlegung der Unterstände 6 und 7 oder der Heli-Infrastruktur auf die Nordseite der Piste vorgesehenen Flächen sind als Zwischenergebnis in den Flugplatzperimeter integriert. Die Festsetzung erfolgt auf der Basis konkreter Projektvorstellungen, der Perimeter umfasst das für Bauten und Anlagen effektiv beanspruchte Areal.</p> <p>Karte, Anpassung: Änderung der Fläche westlich der bestehenden Hochbauten von «Zwischenergebnis» zu «Festsetzung»; Nummer 1 in Karte löschen</p>	
<b><i>Flugplatzgenossenschaft Gstaad Saanenland</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-

### 3.6 Objektblatt Thun (Fortschreibung)

#### 3.6.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b><i>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>Die Post / La Poste / La Posta</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.

### 3.6.2 Anhörung der Behörden

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Kanton Bern (Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektion)</i></b>		
1 Anpassung der Festlegungen Natur- und Landschaftsschutz: «Die Massnahmen zum ökologischen Ausgleich richten sich nach dem Konzept gemäss dem 2014 erarbeiteten Projekt sind von der Flugplatzhalterin umzusetzen. Die Flugplatzhalterin ist zu verpflichten, die Einhaltung der Nutzungsbeschränkungen auf den Ausgleichsflächen zu kontrollieren und wenn nötig anzuordnen.»	Ergänzung der Erläuterungen Natur- und Landschaftsschutz: «Die Flugplatzhalterin hat 2014 ein Konzept für den ökologischen Ausgleich erarbeitet. Die darin enthaltenen Massnahmen sind von der Flugplatzhalterin umzusetzen, resp. hat diese die Einhaltung der Nutzungsbeschränkungen auf den Ausgleichsflächen zu kontrollieren und wenn nötig anzuordnen.»	In den Festlegungen soll lediglich der Grundsatz zum ökologischen Ausgleich verankert werden. Detaillierte Angaben dazu erfolgen in den Erläuterungen.
<b><i>Gemeinde Amsoldingen (Gemeinderat)</i></b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b><i>Gemeinde Heimberg (Gemeinderat)</i></b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b><i>Gemeinde Steffisburg (Abt. Hochbau / Planung)</i></b>		
Verzicht auf Stellungnahme	-	-
<b><i>Stadt Thun (Planungsamt)</i></b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-
<b><i>Gemeinde Uetendorf (Gemeinderat)</i></b>		
mit der Fortschreibung einverstanden	-	-

### 3.7 Objektblatt Wangen-Lachen

#### 3.7.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
In den Erläuterungen zum Natur- und Landschaftsschutz ist der Satz «Eine <u>Kompensationsmöglichkeit besteht im Bereich der geplanten Erweiterung der kantonalen Naturschutzzone Nuoler Ried.</u> » zu streichen. Der Bundesrat verfüge nicht über das Wissen, dass im Bereich der geplanten Naturschutzzone sicher eine Kompensationsmöglichkeit besteht. Wie in den Erwägungen zu den Anträgen aus der Mitwirkung zutreffend bemerkt werde (vgl. Schwyzer Umweltrat, Antrag 7), wird über Ausdehnung, Standort und Qualität von ökologischen Ersatz- und Ausgleichsmassnahmen erst in den nachgelagerten Plangenehmigungsverfahren zu entscheiden sein.	Erläuterungen, Natur- und Landschaftsschutz, Umwelt: «... Massnahmen zum Weiterbestand der Kiebitz-Brutplätze, die sich in der Nachbarschaft des Flugplatzes befinden. Eine Kompensationsmöglichkeit besteht <u>voraussichtlich</u> im Bereich der geplanten Erweiterung der kantonalen Naturschutzzone «Nuoler Ried». Weiter ist die ...»	Die Möglichkeit, die Kiebitz-Brutplätze im Bereich der geplanten Erweiterung der kantonalen Naturschutzzone zu kompensieren, wurde mit den Grundeigentümern und den zuständigen kantonalen Stellen besprochen und im Koordinationsprotokoll vom November 2014 festgehalten. Die Gewissheit, dass dies so auch realisiert werden kann, besteht tatsächlich erst nach dem Abschluss des Plangenehmigungsverfahrens.
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.

### 3.7.2 Anhörung der Behörden

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b>Kanton Schwyz (Regierungsrat)</b>		
1 Keine grundsätzlichen Einwände zum Objektblatt; Empfehlungen, Hinweise und mögliche Auflagen im Hinblick auf nachfolgende Genehmigungsverfahren:	-	-
2 Brutgebiet und Rastplatz für Zugvögel, Helikopterflüge als Störungsquelle; die Helikopter sollen auf kürzester Strecke und möglichst hoch anfliegen, keine An- und Schwebeflüge ausserhalb dem Flugplatzareal.	Festlegungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb: «... sind im Betriebsreglement festgelegt. <u>Störungen des Helikopterbetriebs auf die Vogelwelt sind soweit wie möglich zu vermeiden.</u> Zur Reduktion ...» Erläuterungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb: «... beschränktem Mass zugelassen werden. <u>Um Störungen der Vogelwelt möglichst gering zu halten, sind die An- und Abflüge der Helikopter direkt und möglichst steil zu führen.</u> Eine formale Anpassung ...»	Dem Antrag wird entsprochen. Der Grundsatz, wonach die Störung der Vogelwelt durch die Helikopterflüge soweit wie möglich vermieden werden soll, wird ins Objektblatt aufgenommen. Die konkreten Massnahmen werden im Betriebsreglement festzulegen sein (An- und Abflugverfahren). Landungen und Schwebeflüge sind im Umkreis von 500 m des Flugplatzareals sowie in Schutzgebieten nicht gestattet (Aussenlandeverordnung; SR 748.132.3).
3 Die geplante Erweiterung der Naturschutzzone «Nuoler Ried» und die damit verbundene Verlegung der Flurstrasse sind eine notwendige Voraussetzung für die geplante Flugplatzenerweiterung.	-	Die Erweiterung der Naturschutzzone ist im Objektblatt unter «Stand der Koordination» erwähnt. Die Verknüpfung mit der Flugplatznutzung wird bei der Plan genehmigung zum Umbau der Flugplatzanlagen herzustellen sein.
4 Bei der Genehmigung des Betriebsreglement resp. der Plangenehmigung für den Umbau der Flugplatzanlagen sind die Grundlagen für die Lärmberechnung offenzulegen; das Betriebsreglement ist mit betrieblichen und technischen Lärmschutzmassnahmen zu ergänzen.	-	Die Grundlagen zur Lärmberechnung werden im Umweltverträglichkeitsbericht zum Genehmigungsgesuch enthalten sein. Bei der Genehmigung des Betriebsreglements werden im Sinne des Vorsorgeprinzips auch Lärmschutzmassnahmen zu prüfen und festzulegen sein.
5 Die Revitalisierung des Rislethenbachs kann nicht vollständig dem ökologischen Ausgleich für die Erneuerung der Flugplatzanlage angerechnet werden.	-	Der ökologische Ausgleich zur Flugplatznutzung ist mit der Aufwertung des Gewässerraums abzustimmen. Über die Anrechenbarkeit ist bei der Plangenehmigung zu entscheiden.
6 Der Betreiber des benachbarten Wasserflugplatzes ist in die nachfolgenden Verfahren einzubeziehen.	-	Der Betreiber kann seine Rechte in der gesetzlich vorgesehenen Form wahrnehmen. Ein spezieller Abstimmungsbedarf besteht nicht.
<b>Gemeinde Wangen (Gemeinderat)</b>		
Die Gemeinde unterstützt den Betrieb des Flugplatzes und setzt sich für dessen Erhalt ein; das Objektblatt darf die Nutzungsplanung der Gemeinde nicht präjudizieren.	-	Die Genehmigung von Flugplatzanlagen setzt keinen kommunalen Nutzungsplan voraus. Massgebend ist einzig der Flugplatzperimeter. Der Nutzungsplan ist massgebend für die Bewilligung anderer Bauten und Anlagen im Gebiet des Flugplatzes (z. B. Freizeit und Erholung).
<b>Gemeinde Lachen (Gemeinderat)</b>		
Die Gemeinde profitiert von den Vorzügen des Flugplatzes, ist aber von den Immissionen und Sicherheitsrisiken durch Flugverkehr betroffen. Sie unterstützt die zeitgemässe Erneuerung der Flugplatzanlage zur Verbesserung der Sicherheit; lehnt einen Ausbau ab, der zu erhöhten Immissionen und Sicherheitsrisiken führt. Die Festlegungen im Objektblatt sind in dieser Hinsicht nochmals zu prüfen und anzupassen.	-	Mit den Vorgaben im Objektblatt wird die zeitgemässe Erneuerung der Flugplatzanlagen ermöglicht. Eine Ausweitung des Betriebs ist nicht vorgesehen, erhöhte Immissionen und Sicherheitsrisiken sind nicht zu erwarten.

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>Gemeinde Altendorf (Gemeinderat)</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Stadt Rapperswil-Jona (Bau- und Umweltkommission)</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Region Zürichsee Linth</b>		
keine Bemerkungen	-	-

### 3.7.3 Mitwirkung der Bevölkerung

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>Ausserschwyzerische Fluggemeinschaft Wangen (ASFG), Flugplatzhalterin</b>		
1 Unter Ausgangslage ist zu berichtigen: Das Flugfeld ist seit 1949 in Betrieb; es dient in erster Linie der fliegerischen Aus- und Weiterbildung sowie Sport- und Freizeitflügen (mit Rundflügen).	Ausgangslage, Zweck der Anlage, Funktion im Netz: «Flugfeld seit 1950 <del>1967</del> in Betrieb, ... dient in erster Linie <u>der fliegerischen Aus- und Weiterbildung sowie Sport- und Freizeitflügen (mit Rundflügen) sowie der fliegerischen Aus- und Weiterbildung.</u> »	Die Berichtigung gemäss Antrag wird übernommen; der Flugbetrieb wurde 1950 aufgenommen.
2 Die Aus- und Weiterbildung ist die wichtigste Sparte auf dem Flugplatz mit dem grössten Flugstunden-Anteil; sie ist in der Zweckbestimmung voranzustellen. Weiter sind die Rundflüge als wichtiges touristisches Angebot und die Geschäftsflüge aufzuführen. Dank der vereinfachter Zollabwicklung bietet der Flugplatz ideale Voraussetzungen für direkte Geschäftsflüge ins Ausland.	Festlegungen, Zweckbestimmung: «... Er dient in erster Linie <del>Sport- und Freizeitflügen sowie</del> der fliegerischen Aus- und Weiterbildung <del>sowie Sport- und Freizeitflügen sowie</del> <u>Geschäftsflügen.</u> ...»	Die beantragte Anpassung wird teilweise übernommen. Auf die spezielle Erwähnung der Rundflüge wird verzichtet. Sie ist Teil des Sport- und Freizeitverkehrs; zwischen gewerbs- und nichtgewerbsmässigen Flügen wird in der Zweckbestimmung nicht unterschieden.
3 Mit dem SIL wurde 2014 ein neuer Lärmbelastungskataster (LBK) erstellt (Betriebsjahr 2012). Unter der Ausgangslage ist er anstelle des LBK 1995 zu erwähnen.	-	Für das Objektblatt wurde 2014 die Lärmbelastung neu berechnet. Diese Lärmbelastungskurven können erst in den LBK überführt werden, wenn im Zuge der Genehmigung des Betriebsreglements die zulässigen Lärmimmissionen nach Art. 37a der Lärmschutzverordnung (LSV SR 814.41) festgelegt sind. Bis dahin bleibt der LBK 1995 offiziell in Kraft.

#### **Genossame Lachen**

1 Die Flugbewegungen sind auf 28 000 festzulegen, der langjährige Durchschnitt liegt bei 26 597 Flugbewegungen pro Jahr (der Median bei 27 346).	Festlegungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb: «Der Betrieb wird im bisherigen Rahmen weitergeführt. <u>Er ist so zu gestalten, dass keine spürbare Verkehrszunahme stattfindet.</u> Die An- und Abflugverfahren ...»  Erläuterungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb (zweiter Abschnitt): « <u>Eine verbindliche Zahl der jährlichen Flugbewegungen ist nicht festgesetzt. Der Flugbetrieb ist im Betriebsreglement aber so zu regeln, dass die jährliche Verkehrsmenge den bisherigen Rahmen nicht übersteigt.</u> geregelt. Änderungen im Flugbetrieb ...»	Die jährliche Zahl der Flugbewegungen soll im Objektblatt nicht verbindlich festgesetzt werden. Sie dient als Berechnungsgrundlage für das Gebiet mit Lärmbelastung, das den Flugbetrieb resp. die Lärmimmissionen begrenzt. Mit der Bewegungszahl von 30 000 (bei heutiger Flottenzusammensetzung) soll dem Flugplatz ein kleiner raumplanerischer Spielraum gewährt werden. Mit der Ergänzung der Festlegungen zum Betrieb wird dem Anliegen, dass die Bewegungszahlen beim Einsatz von leiseren Fluggeräten oder bei einer andern Verteilung des Betriebs über das Jahr nicht spürbar ansteigen, jedoch Rechnung getragen.
--	---	---



Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
2 Das Betriebsreglement soll den aktuellen Fakten und neuen Bedürfnissen des Flugplatzes angepasst werden, um Transparenz zu schaffen. Insbesondere soll das Abflugregime nach Osten verbindlich festgelegt werden.	-	Die vorgesehene Überprüfung und Anpassung des Betriebsreglements wird auf den geltenden Rechtsgrundlagen sowie den aktuellen Bedürfnissen von Flugplatz und umgebenden Nutzungen beruhen.
3 Bei Verlegung und Neubau des Hangars sind die Gebäude so platzieren und gestalten, dass die durch den Betrieb verursachten Lärmimmissionen im Siedlungsgebiet Ennet Aa möglichst gering sind (z. B. Türöffnungen nach Osten).	-	Der Lärmvorsorge wird bei der Projektierung des Umbaus Beachtung zu schenken sein.
<b>Schwyzter Umweltrat (SUR) / BirdLife Schweiz (SVS)</b>		
1 Der Flugplatz liegt in einem heiklen Umfeld; er wurde ins Flachmoor Nr. 1844 «Nouler Ried» hineingebaut, Teile liegen im BLN-Gebiet 1406 «Zürcher Obersee»; das Wasser- und Zugvogelreservat Nr. 105 «Zürich-Obersee» wird regelmässig überflogen. Diese Gebiete sind von nationaler Bedeutung; der Flugplatz ist demgegenüber eine Freizeitanlage, der lediglich regionale Bedeutung zukommt. Insbesondere hat der Moorschutz in jedem Fall Vorrang vor den andern Interessen. Gegen Störungen (Nährstoffeintrag, Wasserhaushalt) sind Pufferzonen einzuhalten. Die gesetzlichen Grundlagen sprechen eher für Rückbau denn für einen Ausbau des Flugplatzes.	-	Der Flugplatz wurde 1950 in Betrieb genommen. Das BLN-Gebiet stammt von 1977, das Inventar der Flachmoore wurde 1994 in Kraft gesetzt. Der Flugplatz wurde demzufolge nicht in die Schutzgebiete hineingebaut, er besteht schon länger und ist nach den Kriterien der Bestandesgarantie zu beurteilen. Im Bereich des Flachmoors sind weder Ausbauten noch eine Veränderung des Betriebs vorgesehen, Bewirtschaftung und Pflege des Schutzgebiets sollen ausdrücklich in der bisherigen Form weitergeführt werden.
2 Antrag zur Zweckbestimmung: Eine Aufhebung des Flugplatzes ist zu prüfen. Die Anlage ist mit dem Moorschutz nicht verträglich (insbesondere mit der Avifauna). Die Festlegung, wonach ihre Entwicklung durch das geltende Umweltrecht begrenzt ist, ist zu salopp und zu präzisieren.	-	Die Aufhebung des Flugplatzes steht nicht zur Diskussion. Sein Standort und seine Funktion im Flugplatznetz sind im Konzeptteil des SIL festgesetzt (Beschluss Bundesrat vom 18. Oktober 2000). Die Festlegungen im Objektblatt bauen auf diesem Konzeptteil auf. Die künftige Entwicklung des Flugplatzes ist unter anderem durch die Bestimmungen in den Bundesinventaren und in der LSV begrenzt. Diese rechtlichen Vorgaben sind im Hinblick auf die Festlegungen im SIL hinreichend präzise.
3 Eventualantrag zur Zweckbestimmung: Der Helikopterlandeplatz ist aufheben; zudem seien keine Ultraleichtflugzeuge zuzulassen. Helikopter haben einen massiven Einfluss auf die Vogelwelt (Vögel werden aufgeschreckt, was mit zusätzlichem Energieverbrauch verbunden ist). Dies ist im Flachmoor und bei bedrohten Arten auch ausserhalb des Moors nicht gesetzeskonform.	Ergänzung der Festlegungen und Erläuterungen zu den Rahmenbedingungen zum Betrieb: vgl. Kanton Schwyz, Ziffer 2	Der Einfluss des Helikopterverkehrs auf die Vogelwelt ist unbestritten. Der Grundsatz, wonach die Störung der Vogelwelt durch die Helikopterflüge soweit wie möglich vermieden werden soll, wird deshalb ins Objektblatt aufgenommen. Von einem Verbot des Helikopterbetriebs ist jedoch abzusehen. Die konkreten An- und Abflugverfahren werden im Betriebsreglement zu regeln sein; bei der Berechnung der Lärmbelastungskurve wurde von einer begrenzten Verkehrsmenge von jährlich 420 Bewegungen ausgegangen. Der Einfluss des Helikopter- und Ultraleichtverkehrs auf die Vogelwelt sowie allfällige weitergehende betriebliche Massnahmen werden im Rahmen der nachfolgenden Genehmigungsverfahren vertieft zu prüfen sein (Umweltverträglichkeitsprüfung).

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
4 Eventualantrag zu den Rahmenbedingungen zum Betrieb: Zur Reduktion der Umweltbelastung durch den Betrieb sind die heute fast 30 000 Flugbewegungen jährlich auf höchstens die Hälfte zu reduzieren. Der Flugplatzhalter trifft die dazu notwendigen betrieblichen Vorkehrungen. Der Flugplatz steht entgegen der Aussage im Objektblatt sehr wohl im Konflikt mit den umliegenden Schutzgebieten; der Betrieb des Flugplatzes (inkl. Betriebsreglement) ist auf diese Schutzziele auszurichten.	Ergänzung der Festlegungen und Erläuterungen zu den Rahmenbedingungen zum Betrieb: vgl. Genossame Lachen, Ziffer 1	Der Flugplatz soll seine bestehende Funktion aufrechterhalten können, der Betrieb soll im bisherigen Rahmen weitergeführt werden. Mit einer Halbierung des Verkehrs könnte dies kaum mehr gewährleistet werden. Zudem sind für den Schutz der Fauna, abgesehen von der absoluten Verkehrsmenge, vielmehr die tages- und jahreszeitlichen Regelungen des Flugbetriebs von Bedeutung. Eine vertiefte Prüfung erfolgt in den nachgelagerten Genehmigungsverfahren.
5 Eventualantrag zum Flugplatzperimeter: Der Flugplatzperimeter ist dem Schutzgebiet, insbesondere dem Flachmoor von nationaler Bedeutung anzupassen. Bauten, die nicht dem Flugbetrieb dienen, und zusätzliche Bauten zum bisherigen Betrieb sollen nicht errichtet werden dürfen. Flachmoore sind ungeschmälert zu erhalten, eine Interessenabwägung ist nicht möglich. Das Schutzgebiet darf aufgrund des Flugbetriebs nicht verkleinert werden.	-	Im Bereich des Flachmoors sind weder Ausbauten noch eine Veränderung des Betriebs vorgesehen. Die Bewirtschaftung und Pflege des Schutzgebiets sollen ausdrücklich in der bisherigen Form weitergeführt werden. Aus der Überlagerung von Flachmoorperimeter und Flugplatzperimeter (betrifft Teile des Sicherheitsstreifens der Piste) ergibt sich kein unmittelbarer Nutzungskonflikt.
6 Studien zum Einfluss von Verkehrslärm auf lärmempfindliche Vogelarten haben gezeigt, dass bereits eine Belastung im Bereich der Planungswerte einen erheblichen Einfluss auf das Verhalten dieser Vögel (z. B. Kiebitz) haben kann. Auch deshalb ist eine Reduktion des Flugbetriebs anzustreben.	-	Die gesetzlich vorgegebenen Grenzwerte für die Menschen können eingehalten werden. Weitergehende lärmindernde Massnahmen im Sinne der Vorsorge werden in den nachgelagerten Genehmigungsverfahren zu prüfen und bei der Umsetzung im Betrieb zu ergreifen sein. Dies gilt ebenso bezüglich dem Einfluss der Lärmbelastung auf die Vogelwelt.
7 Kantonale Schutzgebiete und Schutzgebiete von nationaler Bedeutung können nicht als ökologische Ausgleichsflächen angerechnet werden. Aufwertungsmassnahmen, die bei der Aufweitung des Rislethenbachs oder im Bereich von Pufferzonen der Schutzgebiete zu treffen sind, gelten nicht als Ersatzmassnahme für das Flugplatzprojekt.	-	Über Ausdehnung, Standort und Qualität von ökologischem Ausgleich und Ersatzmassnahmen für den Umbau und den Betrieb des Flugplatzes wird in den nachgelagerten Genehmigungsverfahren zu entscheiden sein (vgl. auch Kanton Schwyz, Ziffer 5).
<b>IG Ennet Aa (30 Privathaushalte und -personen)</b>		
1 Der Betrieb im «bisherigen Rahmen» verletzt die anzustrebenden Grenzwerte der Umweltschutzgesetzgebung im Wohngebiet Ennet Aa. Die Zone der mit mehr als 55 dB(A) belasteten Wohnbauten hat seit der letzten Erhebung 1995 erheblich zugenommen. Das explosionsartige Wachstum der Flugbewegungen seit dem Ausbau des Gebiets Ennet Aa trägt zu dieser Belastung bei. Antrag: Es ist festzulegen, dass das Flugfeld nicht ohne lärmdämpfende Massnahmen im bisherigen Rahmen weitergenutzt werden kann.	-	Die Belastung von 55 dB(A) entspricht dem Planungswert der Empfindlichkeitsstufe 2 gemäss LSV. Sie hat seit der letzten Erhebung, die im Lärmbelastungskataster (LBK) von 1995 dargestellt ist, nicht zugenommen. Dieser LBK beruhte auf einer Berechnung mit 31 900 Flugbewegungen und der damaligen (lärmigeren) Flottenzusammensetzung. Weil diese Lärmkurven aber mit einem überholten Modell berechnet wurden, sind sie mit der aktuellen Lärmberechnung von 2014 nicht vergleichbar. Der Flugplatz ist gehalten, dem umweltrechtlichen Vorsorgeprinzip Folge zu leisten und die betrieblich möglichen Vorkehrungen zur Reduktion der Lärmbelastung zu treffen. Dies wird im Objektblatt bereits so festgelegt und im Betriebsreglement resp. im Flugplatzbetrieb umzusetzen sein.

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
2 Betrieb, Perimeter und Infrastruktur sind mit den umgebenden Nutzungsansprüchen und Schutzzielen nicht befriedigend abgestimmt. Antrag: der Satz in der Ausgangslage ist entsprechend anzupassen. Zwischen Flugbetrieb und Bedürfnis der Anwohner nach Ruhe und Sicherheit besteht ein klares Spannungsverhältnis.	-	Der erwähnte Satz unter «Stand der Koordination» bezieht sich auf die raumplanerische Abstimmung, wie sie im Koordinationsprotokoll vom November 2014 festgehalten ist. Zwischen den Festlegungen im Objektblatt und den geltenden Bestimmungen in der Richt-, Nutzungs- und Schutzplanung bestehen demnach keine Konflikte. Dem Ruhebedürfnis der Anwohner wird auf der Ebene des Betriebsreglements und bei dessen Anwendung im Flugplatzbetrieb Rechnung zu tragen sein.
3 Der fehlende Platz für Flugzeuge am Boden darf nicht zur Erweiterung der Anlage, sondern muss umgekehrt zur Reduktion des Betriebs führen. Das Verkehrspotenzial muss reduziert werden. Der Flugplatz hat kein Anrecht auf eine Ausdehnung und Lärmsteigerung. Die Verkehrsmenge hat sich seit Bestehen der Siedlung Ennet Aa (1975) verdoppelt.	-	Vorgesehen ist weder eine Erweiterung der Anlage noch eine Ausdehnung des Betriebs. Mit der Erweiterung des Flugplatzperimeters gegen Süden soll die aus Sicherheitsgründen notwendige Verlegung der bestehenden Helikopter-Standplätze weg von der Piste und der damit verbundene Umbau der Hangargebäude raumplanerisch gesichert werden. Die Vorgaben zur Begrenzung des Betriebs (Gebiet mit Lärmbelastung) beruhen auf den seit 1980 ungefähr konstanten Bewegungszahlen (Schwankungen zwischen jährlich ca. 33 000 und 22 000 Flugbewegungen). Der Flugplatz besteht seit 1950, die Betriebsbewilligung wurde 1970 erteilt.
4 Antrag: Der Betrieb ist so zu gestalten, dass die Planungsgrenzwerte in den angrenzenden Wohngebieten eingehalten werden. Zur Reduktion der Umweltbelastung trifft der Flugplatzhalter die betrieblich notwendigen Vorkehrungen im Sinne des Vorsorgeprinzips und setzt die Einhaltung der Vorschriften nachweislich und auf seine Kosten durch. Bei Nichteinhaltung ist der Flugplatz zu büssen, die Rechtsgrundlagen dazu sind zu schaffen.	Festlegungen, Rahmenbedingungen zum Betrieb: «... im Betriebsreglement festgelegt. Zur Reduktion der Umweltbelastung trifft der Flugplatzhalter die betrieblich <del>möglichen</del> <u>notwendigen</u> Vorkehrungen im Sinne des Vorsorgeprinzips und <del>wacht über</del> <u>setzt</u> die Einhaltung der Vorschriften <u>durch</u> .»	Nach den Bestimmungen des Umweltrechts sind die Planungswerte bei der Erstellung neuer Anlagen resp. der Ausscheidung und Erschliessung neuer Bauzonen einzuhalten. Bei der Änderung bestehender Anlagen oder der Überbauung bestehender Bauzonen gelten die Immissionsgrenzwerte. Der bestehende, im Objektblatt festzulegende Betrieb hält diese Werte im angrenzenden Wohngebiet ein. Demgegenüber soll, entsprechend dem Antrag, mit einer textlichen Anpassung der Beachtung des Vorsorgeprinzips und der Einhaltung der Vorschriften durch den Flugplatzhalter mehr Nachdruck verliehen werden. Der Auftrag für die Änderung der Rechtsgrundlagen im Strafrecht und Bussenwesen ist jedoch nicht Gegenstand des SIL.
5 Das Wohn- und Erholungsgebiet Ennet Aa ist im Pilotenhandbuch (VAC-Karte) als lärmempfindlich zu kennzeichnen.	-	Der Antrag ist in den nachgelagerten Verfahren zu behandeln; der Inhalt des Pilotenhandbuchs ist nicht Gegenstand des SIL.
6 Mit dem Gebiet mit Lärmbelastung, das den Entwicklungsspielraum für den Flugbetrieb begrenzt, werden neue Fakten geschaffen. Die zulässige Lärmbelastung im Wohngebiet Ennet Aa erhöht sich von der Empfindlichkeitsstufe 2 auf Stufe 3, was nicht akzeptabel ist. Es ist festzusetzen, dass die heutigen Verletzungen der Planungswerte eliminiert und der Planungswert ES II für das ganze Wohngebiet sichergestellt werden. Der Flugplatzbetrieb ist darauf abzustimmen.	-	Die zulässige Lärmbelastung im Wohngebiet Ennet Aa richtet sich nach den Bestimmungen der LSV. In überbauten Bauzonen ist der Immissionsgrenzwert massgebend, für Wohngebiete gilt nach wie vor die Empfindlichkeitsstufe 2 (vgl. auch Ziffer 4). Damit werden keine neuen Fakten geschaffen. Ein Vergleich der neu berechneten Lärmkurven mit den Lärmkurven im LBK von 1995 ist überdies nicht möglich (vgl. Ziffer 1).

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
7 Im Betriebsreglement ist der Flugbetrieb an weiteren Feiertagen zu verbieten. Der Schulungsbetrieb ist während den täglichen Essens- und Ruhezeiten (Mittag, Abend) einzustellen.	-	Der Antrag ist im nachgelagerten Genehmigungsverfahren zum Betriebsreglement zu behandeln; die Betriebszeiten sind nicht Gegenstand des SIL.
8 Gegen die Erneuerung der Flugplatzanlagen besteht kein Einwand, wenn dies gleichzeitig der Reduktion der Emissionen dient. Im Falle einer Erweiterung der Anlagen ist die Einhaltung der Planungswerte zumutbar. Die Bauten sind so anzuordnen, dass das Wohngebiet vor Standlauf-lärm geschützt ist.	-	Bei der geplanten Umgestaltung der Flugplatzanlagen handelt es sich nicht um eine Erweiterung, sondern um eine Verlegung. In beiden Fällen gilt dies aber als wesentliche Änderung einer bestehenden Anlage, bei der die Immissionsgrenzwerte einzuhalten sind. Die Anordnung der Bauten im Hinblick auf die Lärmvorsorge wird bei der Projektierung des Umbaus zu beachten resp. im nachgelagerten Plangenehmigungsverfahren zu prüfen sein (vgl. auch Genossame Lachen, Ziffer 3).
<b>IG Ennet Aa (einzelne Privathaushalte und -personen)</b>		
1 Antrag: Auf die Änderung des Objektblatts ist zu verzichten. Andernfalls sind eine Bestandesaufnahme der Emissionen, die durch den Flugplatz und die zugehörigen Betriebe verursacht werden, vorzunehmen; ein neuer Lärmkataster mit einer Beschränkung auf 15 000 Flugbewegungen zu erstellen; die unterschiedlichen Bedürfnisse und Interessen der Anspruchsgruppen im Rahmen einer Mediation zu klären und das Objektblatt vollständig zu überarbeiten.	-	Beim vorliegenden Objektblatt handelt es sich nicht um eine Änderung, sondern um eine erstmalige Erstellung. (Zu einem ersten Entwurf wurde allerdings bereits 1998 eine Mitwirkung durchgeführt.) Es beruht auf dem Ergebnis einer Koordination zwischen den zuständigen Behörden von Bund, Kanton und Gemeinden, festgehalten im Koordinationsprotokoll vom November 2014. Der Flugplatz ist mit den Interessen von Raum und Umwelt abgestimmt, die rechtlichen Vorgaben sind eingehalten. Private Organisationen und Anspruchsgruppen können ihre Interessen im Rahmen der ordentlichen Verfahren geltend machen. Das Gebiet mit Lärmbelastung, das den Betrieb des Flugplatzes raumplanerisch begrenzt, beruht auf jährlich 30 000 Flugbewegungen, ausgehend vom Betrieb der letzten 35 Jahre (vgl. IG Ennet Aa, Ziffer 3). Mit einer Halbierung des Verkehrs könnte der Flugplatz seine bestehende Funktion kaum mehr aufrechterhalten (vgl. SUR/SVS, Ziffer 4). Zudem kann dem Ruhebedürfnis der Anwohner mit gezielten betrieblichen Massnahmen (Festlegungen im Betriebsreglement und deren Anwendung im Flugplatzbetrieb) besser Rechnung getragen werden als mit einer Reduktion der jährlichen Bewegungszahl.
2 Die An- und Abflüge erfolgen nicht nach Betriebsreglement (Flugrouten, Ruhezeiten, Zahl der Volten und Touch-and-Go's). Ein Betrieb, der sich nicht an die Regeln hält, soll nicht erweitert werden.	Anpassung der Festlegungen zu den Rahmenbedingungen zum Betrieb: vgl. IG Ennet Aa, Ziffer 4	Der Betrieb soll nicht erweitert werden. Für die Einhaltung der Sicherheit im Flugbetrieb und die Umsetzung der im Betriebsreglement enthaltenen Vorschriften ist der Flugplatzhalter besorgt. Dieser Auftrag ist sowohl in der Betriebsbewilligung als neu auch im Objektblatt festgehalten.

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
3 Angesichts der Lage des Flugplatzes, unmittelbar angrenzend an Naturschutzgebiet und Seeufer, ist das Projekt völlig entkoppelt von den tatsächlichen Verhältnissen vor Ort und ohne Rücksicht auf Bedürfnisse von Natur und Bevölkerung entstanden.	-	Mit dem Objektblatt sollen der Flugplatz, die geplante Umlagerung der Nutzungen sowie der bestehende Betrieb raumplanerisch gesichert und mit den umliegenden Nutzungen und Schutzgebieten abgestimmt werden. Er beruht auf dem Ergebnis einer Koordination zwischen den zuständigen Behörden (vgl. Ziffer 1) und berücksichtigt die Verhältnisse vor Ort sehr wohl.
4 Funktion und Entwicklung des Flugplatzes sind nicht mit dem Richtplan abgestimmt; im Richtplan ist das bestehende Flugfeld als Ausgangslage dargestellt, eine Entwicklung ist nicht vorgesehen. Unter Ausgangslage ist zu ergänzen, dass diese vorgängig mit dem Richtplan abzustimmen ist.	-	Die Inhalte des Objektblatts wurden, im Rahmen der Koordination zwischen den zuständigen Behörden, mit den Festlegungen im Richtplan abgestimmt (vgl. Ziffern 1 und 3). Im Objektblatt wird unter «Stand der Koordination» darauf hingewiesen.
5 Das Verkehrspotenzial ist auf 20 000 Flugbewegungen herabzusetzen. Festzulegen ist, dass der Flugplatzhalter zur Reduktion der Umweltbelastung alle geeigneten Vorkehrungen im Sinne des Vorsorgeprinzips trifft.	Anpassung der Festlegungen zu den Rahmenbedingungen zum Betrieb: vgl. IG Ennet Aa, Ziffer 4	Das Gebiet mit Lärmbelastung soll auf jährlich 30 000 Flugbewegungen ausgerichtet bleiben, ausgehend vom Betrieb der letzten 35 Jahre. Damit wird der Betrieb des Flugplatzes raumplanerisch so begrenzt, dass er seine Funktion aufrechterhalten kann (vgl. auch Ziffer 1).
6 Übungen der Patrouille Suisse über dem Flugfeld sind unzumutbar, sind jedoch im Lärnmachweis des Flugplatzes nicht berücksichtigt. Schulungsflüge ohne Bodenberührung werden ebenfalls nicht mitgezählt.	-	Der Betrieb der Patrouille Suisse hat keinen Zusammenhang mit dem Betrieb des Flugplatzes Wangen-Lachen und wird deshalb auch nicht in dessen Lärnmachweis integriert. Schulungsflüge ohne Bodenberührung (Durchstarts) sind in der Statistik der Flugbewegungen berücksichtigt.
7 Die Eingaben im Mitwirkungsverfahren zum SIL von 1999 blieben unbeantwortet, haben aber immer noch Gültigkeit.	-	Zu einem ersten Entwurf des Objektblatts wurde bereits 1998 eine Mitwirkung durchgeführt. Dieser Entwurf wird nun durch den vorliegenden Entwurf ersetzt. Die dazu eingegangenen Mitwirkungseingaben werden zusammen mit der Verabschiedung des Objektblatts durch den Bundesrat beantwortet. Auf die Eingaben von 1998/99 wird dabei nicht mehr speziell eingegangen.
8 Beim Start nach Westen weichen viele Flugzeuge vom vorgeschriebenen Luftkorridor ab und drehen viel zu früh nach rechts ab. Nach Bundesgericht (1978) beträgt die Mindestüberflughöhe über Grundstücken 50 m.	-	Für die Einhaltung der im Betriebsreglement enthaltenen und publizierten Vorschriften ist der Flugplatzhalter besorgt (vgl. auch Ziffer 2). Dabei muss er sicher auf die Einhaltung des Abflugverfahrens nach Westen ein besonderes Augenmerk legen.
9 Der Bach östlich des Hangars wurde ohne Bewilligung auf einer längeren Strecke eingedeckt.	-	Im Zuge der geplanten Verlegung der Helikopter-Standplätze wird der Risletenbach nach den Bestimmungen des Gewässerschutzgesetzes aufzuwerten sein (Aufweitung Gewässerraum).
10 Die Verlegung und Erweiterung bestehender Flugplatzanlagen, die über die Erneuerung hinausgeht, darf nicht in den SIL aufgenommen werden, der Hinweis ist ersatzlos zu streichen.	-	Mit der geplanten Verlegung der bestehenden Flugplatzanlagen ist keine Erweiterung des Betriebs verknüpft (vgl. auch IG Ennet Aa, Ziffer 3).

### 3.8 Fiche par installation Bellechasse (mise à jour)

#### 3.8.1 Consultation des services fédéraux

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b><i>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Die Post / La Poste / La Posta</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.2.2 Consultation des autorités

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Canton de Fribourg</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Canton de Berne</i></b>		
1 La zone de l'aérodrome de Bellechasse se trouve en zone d'inondation (risque de danger faible) en cas de débordement du canal de Hagneck.	-	Cette information sera prise en compte dans le cadre de procédures d'approbation de plans.
2 Afin de maintenir une zone de décharge en cas d'inondation du canal de Hagneck, il est important qu'il n'y ait pas de remaniement ou de modification du sol à l'intérieur de la zone de décharge qui ne forme un obstacle d'écoulement menant à déplacer ou renforcer la mise en danger.	-	Cette information sera prise en compte dans le cadre de procédures d'approbation de plans.
<b><i>Commune du Bas-Vully</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Commune d'Ins</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Groupe de vol à voile Fribourg</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.9 Objektblatt St. Gallen-Altenrhein (Fortschreibung)

#### 3.9.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
Keine Bemerkungen	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OPPER Office fédéral du personnel / UPPER Ufficio federale del personale</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.



### 3.9.2 Anhörung der Behörden

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Kanton St. Gallen (Baudepartement)</i></b>		
Die Fortschreibung steht in keinem Widerspruch zu den Zielen und Inhalten des kantonalen Richtplans.	-	-
<b><i>Kanton Appenzell Ausserrhoden (Dep. Bau und Umwelt)</i></b>		
1 Ein öffentlicher Flugplatz ist für die Entwicklung des Kantons bedeutend und als Standortvorteil zu werten, sofern die Wohnqualität nicht darunter leidet.	-	-
2 keine Bemerkungen zur Fortschreibung	-	-
<b><i>Gemeinde Eggersriet (Gemeinderat)</i></b>		
1 In den künftigen Verhandlungen mit Österreich zum Staatsvertrag ist konsequenter auf das Siedlungsgebiet zu achten und es sollen mehr Abflüge über Österreich erfolgen.	-	Der Staatsvertrag zwischen der Schweiz und Österreich (über die Auswirkungen des Betriebs bestehender grenznaher Flugplätze auf das Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaates) von 1991 sowie die Verhandlungsposition der Schweiz sind nicht Gegenstand des SIL.
2 Die Vorgaben zu den An- und Abflügen sind konsequent umzusetzen, damit unnötige Lärmbelastungen in der Region minimiert werden können.	-	Die Einhaltung der im Betriebsreglement festgelegten An- und Abflugrouten ist nicht Gegenstand des SIL.
3 Das Gebiet mit Hindernisbegrenzung ist eng um das Flugfeld in Form einer situationgerechten Ellipse zu ziehen.	-	Das Gebiet mit Hindernisbegrenzung wurde nach den für die Schweiz geltenden Vorschriften der ICAO erstellt.
<b><i>Gemeinde Rheineck (Stadtrat)</i></b>		
Verzicht auf Stellungnahme	-	-
<b><i>Gemeinde Thal (Gemeinderat)</i></b>		
1 Ein Ausbau zu einem konzessionierten Regionalflugplatz wird abgelehnt.	-	Die Frage der Konzessionierung ist nicht Gegenstand der Fortschreibung des Objektblatts.
2 Flugplatzperimeter. Die Plangrundlagen sind zu rudimentär, als dass sie parzellengenau aufzeigen, welche Grundeigentümer vom Flugplatzperimeter betroffen sind.	-	Da sich die Festlegung des Flugplatzperimeters nicht an den Parzellen orientiert, ist er nicht parzellenscharf. Der Flugplatzperimeter überlagert die Grundnutzung, die im Zonenplan festgelegt ist.
3 Lärmbelastung: Der Gemeinde Thal liegen weder der Lärmbelastungskataster (LBK) 1994 noch die Fluglärmrechnungen 2005 vor.	-	Der LBK 1994 ist unter folgendem Link einsehbar: <a href="http://www.bazl.admin.ch">www.bazl.admin.ch</a> → Themen → Umwelt → Lärm Die Gemeinde Thal hat im Rahmen des SIL-Koordinationsprozess, an dem sie teilgenommen hat, die Fluglärmrechnungen 2005 erhalten. Die Berechnung kann der Gemeinde auf Anfrage nochmals zugestellt werden.

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<p>4 Festlegungen Erschliessung: Eine Pistenverlängerung im Osten wird abgelehnt. Die Gemeinde Thal und der Kanton St. Gallen investieren 2015 ca. 2.4 Mio. Franken in den Knoten Hegi und planen den Ausbau des Rheinholzwegs. Erläuterungen Erschliessung: Der Ausbau zu einem Regionalflugplatz wird abgelehnt. In diesem Zusammenhang wird auch die Aussage, dass die bestehende Postautoverbindung dem Grundsatz Rechnung trage, wonach Regionalflugplätze mit Linienverkehr mit einem öffentlichen Verkehrsmittel erschlossen sein müssen, abgelehnt. Jegliche Hindernisse auf der Westzufahrt von und nach Altenrhein werden abgelehnt.</p>	-	Die Erschliessung sowie die Option der Pistenverlängerung im Osten sind nicht Gegenstand der Fortschreibung des Objektblatts.
<p>5 In den künftigen Verhandlungen mit Österreich zum Staatsvertrag ist konsequenter auf das Siedlungsgebiet zu achten und es sollen mehr Abflüge über Österreich erfolgen.</p>	-	Der Staatsvertrag zwischen der Schweiz und Österreich (über die Auswirkungen des Betriebs bestehender grenznaher Flugplätze auf das Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaates) von 1991 sowie die Verhandlungsposition der Schweiz sind nicht Gegenstand des SIL.
<p>6 Die Vorgaben zu den An- und Abflügen sind konsequent umzusetzen, damit unnötige Lärmbelastungen in der Region minimiert werden können.</p>	-	Die Einhaltung der im Betriebsreglement festgelegten An- und Abflugrouten ist nicht Gegenstand des SIL.
<p>7 Hindernisbegrenzung: Das Gebiet mit Hindernisbegrenzung ist eng um das Flugfeld in Form einer situationsgerechten Ellipse zu ziehen.</p>	-	Das Gebiet mit Hindernisbegrenzung wurde nach den für die Schweiz geltenden Vorschriften der ICAO erstellt.

### 3.10 Objektblatt Amlikon (Fortschreibung)

#### 3.10.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.

### 3.10.2 Anhörung der Behörden

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Kanton Thurgau (Regierungsrat)</i></b>		
Das Objektblatt stimmt mit den Zielen und Grundsätzen der kantonalen Richtplanung überein.	-	-
<b><i>Gemeinde Amlikon-Bissegg (Gemeinderat)</i></b>		
mit Fortschreibung einverstanden	-	-
<b><i>Gemeinde Hüttlingen (Gemeinderat)</i></b>		
mit Fortschreibung einverstanden	-	-
<b><i>Gemeinde Weinfelden (Gemeinderat)</i></b>		
Fortschreibung steht mit Richt- und Nutzungsplanung im Einklang	-	-
<b><i>Segelfluggruppe Cumulus</i></b>		
mit Fortschreibung einverstanden	-	-

### 3.11 Objektblatt Lommis (Fortschreibung)

#### 3.11.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b><i>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>EPA Eidgenössisches Personalamt / OPPER Office fédéral du personnel / UPPER Ufficio federale del personale</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</i></b>		
Es sind keine grenzüberschreitenden Taxi- und Transportflüge erlaubt.		Die Festlegungen im Objektblatt tangieren das Verbot grenzüberschreitender Taxi- und Transportflüge nicht.
<b><i>Die Post / La Poste / La Posta</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b><i>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.

### 3.11.2 Anhörung der Behörden

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Kanton Thurgau (Regierungsrat)</i></b>		
Das Objektblatt stimmt mit den Zielen und Grundsätzen der kantonalen Richtplanung überein.	-	-
<b><i>Gemeinde Amlikon-Bissegg (Gemeinderat)</i></b>		
mit Fortschreibung einverstanden	-	-
<b><i>Gemeinde Stettfurt (Gemeinderat)</i></b>		
keine Bemerkungen	-	-

### 3.12 Objektblatt Sitterdorf (Anpassung)

#### 3.12.1 Ämterkonsultation

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EPA Eidgenössisches Personalamt / OPPER Office fédéral du personnel / UPPER Ufficio federale del personale</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</b>		
Es sind keine grenzüberschreitenden Taxi- und Transportflüge erlaubt.	-	Die Festlegungen im Objektblatt tangieren das Verbot grenzüberschreitender Taxi- und Transportflüge nicht.
<b>Die Post / La Poste / La Posta</b>		
keine Bemerkungen	-	-
<b>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</b>		
keine Bemerkungen	-	-

Die anderen konsultierten Amtsstellen haben sich zu den Unterlagen nicht geäussert.

### 3.12.2 Anhörung der Behörden

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Kanton Thurgau (Regierungsrat)</i></b>		
Das Objektblatt stimmt mit den Zielen und Grundsätzen der kantonalen Richtplanung überein.	-	-
<b><i>Kanton St. Gallen (Baudepartement)</i></b>		
keine Bemerkungen	-	
<b><i>Gemeinde Hauptwil-Gottshaus (Gemeinderat)</i></b>		
Fortschreibung tangiert Richt- und Zonenplanung nicht	-	-
<b><i>Gemeinde Zihlschlacht-Sitterdorf (Gemeinderat)</i></b>		
Erläuterungen Flugplatzperimeter, Infrastruktur: Das kommunale Nutzungskonzept vom 7. April 2004 ist überholt und der entsprechende Hinweis somit zu streichen.	Erläuterungen zu Flugplatzperimeter, Infrastruktur: «Der Flugplatzperimeter umgrenzt das von den Flugplatzanlagen beanspruchte Areal und ist mit dem Nutzungskonzept der Gemeinde Sitterdorf-Zihlschlacht vom 7. April 2004 sowie dem kommunalen Zonenplan («Zonenplanänderung Flugplatz») abgestimmt.»	Dem Antrag wird entsprochen.



### 3.13 Fiche par installation Lausanne-La Blécherette (adaptation)

#### 3.13.1 Consultation des services fédéraux

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b><i>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Die Post / La Poste / La Posta</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.13.2 Consultation des autorités

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b>Canton de Vaud</b>		
1 Le Canton, par l'entremise de la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR-SM), indique que la place pour hélicoptère qui est en cours de pérennisation après avoir eu un caractère provisoire n'est pas indiquée dans la fiche par objet.	-	Ce degré de détail n'est généralement pas contenu dans les fiches par objet. Cette information n'est pas conséquent pas intégrée dans la fiche PSIA.
2 Le Canton, par l'entremise de la Direction générale de l'environnement (DGE-ARC), demande de contrôler les données des prestations de trafic et de s'assurer que l'exploitation de l'aérodrome ne dépasse pas les immissions de bruit admissibles au sens de l'art. 37a de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB).	Situation initiale, prestations de trafic: - moyenne 4 ans: <del>39 595</del> <u>37 072</u> (2011-2014) - max. 10 ans: <del>46 112</del> <u>39 765</u> (2014)	Les données des prestations de trafic ont été contrôlées et vérifiées. Les données des années 2013 et 2014 communiquées auprès de l'Office fédéral de la statistique sont erronées. Les statistiques corrigées et officielles, inscrites dans la fiche PSIA, font état de 36 629 mouvements en 2013 et 39 765 mouvements en 2014. La moyenne sur 2011-2014 correspond à 37 072 mouvements. Enfin, le contrôle de l'exposition au bruit est en cours. Le résultat de ce contrôle sera communiqué au Canton en marge du processus PSIA.
3 Le Canton demande que la notion de «zone construite» qui se trouve dans la partie «Explications» sous «Limitation d'obstacles» soit précisée.	-	La notion de «zone construite» vient de l'art. 63 al. a et b de l'ordonnance sur l'infrastructure aéronautique (OSIA ; RS 748.131.1). Les zones construites sont considérées en principe au sens large.
4 Le Service du développement territorial (SDT) souhaite obtenir les données informatiques des périmètres de limitation d'obstacles afin de les insérer dans le géoportail cantonal.	-	Les demandes liées aux données informatiques sont à transmettre auprès de l'adresse suivante: gis@bazl.admin.ch
5 Le Service du développement territorial indique que le projet d'agglomération Lausanne Morges a élaboré un rapport intitulé «Stratégie pour l'implantation des tours dans l'agglomération Lausanne Morges». Les planifications prévues pourraient entrer en conflit avec l'aire de limitation d'obstacles. De plus, de nombreux sites stratégiques cantonaux se situent dans l'aire de limitation d'obstacles. Par conséquent, une coordination étroite entre la ville de Lausanne, le SDT et l'OFAC est nécessaire.	-	Les questions liées à la mise à jour du plan des zones de sécurité sont traitées dans le cadre de la procédure d'établissement du plan de la zone de sécurité, en marge du processus PSIA.
<b>Commune de Lausanne</b>		
1 La Commune de Lausanne demande que les informations concernant les prestations de trafic pour les années 2013-2014 dans la partie «Situation initiale» soient corrigées.	-	Les données des prestations de trafic ont été contrôlées et vérifiées. Les données des années 2013 et 2014 communiquées auprès de l'Office fédéral de la statistique sont erronées. Les statistiques corrigées et officielles, inscrites dans la fiche PSIA, font état de 36 629 mouvements en 2013 et 39 765 mouvements en 2014. La moyenne sur 2011-2014 correspond à 37 072 mouvements.

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<p>2 La Commune relève une importante augmentation des vols hélicoptères et demande que l'exploitation des nouvelles places de stationnement soit compatible avec les exigences du cadastre de bruit 2009. Elle souhaite une confirmation que cette exploitation ne péjorera pas la qualité acoustique des quartiers existants et futurs jouxtant le périmètre d'aérodrome. Suite à l'évolution de la répartition des mouvements, la Commune demande un examen détaillé de tous les paramètres qui participent à l'établissement du cadastre de bruit 2009, afin d'assurer la conformité de l'exploitation de l'aérodrome avec le respect dudit cadastre et en particulier de la courbe ISO Phone de 55 dB (A).</p>	-	Le contrôle de l'exposition au bruit est en cours. Le résultat de ce contrôle sera communiqué à la Commune en marge du processus PSIA.
<p>3 La Commune rappelle que la planification territoriale intègre le projet Métamorphose par le plan directeur localisé des Plaines-du-Loup. En référence à la nouvelle définition de l'aire de limitation d'obstacles, il conviendra d'assurer une coordination lors de l'établissement du nouveau plan des zones de sécurité. Dans ce contexte, la Municipalité considère que les peuplements forestiers situés dans l'aire de limitation d'obstacles sont des éléments naturels de la topographie régis par la loi fédérale sur les forêts (LFO) du 4 octobre 1991 et la loi forestière vaudoise (LVLFO) du 19 juin 1996.</p>	-	Les questions liées à la mise à jour du plan des zones de sécurité sont traitées dans le cadre de la procédure d'établissement du plan de la zone de sécurité, en marge du processus PSIA.
<b>Commune de Romanel-sur-Lausanne</b>		
<p>La Commune de Romanel-sur-Lausanne indique qu'elle attend la suite de la procédure concernant la consultation du plan des zones de sécurité.</p>	-	La procédure concernant le plan des zones de sécurité relatif à l'aéroport régional de Lausanne-La Blécherette est en cours.

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.14 Fiche par installation Montricher (mise à jour)

#### 3.14.1 Consultation des services fédéraux

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b><i>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Die Post / La Poste / La Posta</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.14.2 Consultation des autorités

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Canton de Vaud</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Commune de l'Isle</i></b>		
La commune demande des renseignements concernant le bruit généré par les avions remorqueurs.	-	Par courrier du 27 août 2015, l'OFAC répond en substance que selon le cadastre d'exposition au bruit de 1993 il n'y a pas de conflit avec les zones d'affectation et les degrés de sensibilité et les valeurs d'exposition au bruit ne sont pas dépassées dans les zones habitées. Par ailleurs, les avions remorqueurs sont soumis à des conditions d'exploitation plus strictes que les autres avions à moteur. De plus, il est à noter que le nombre de mouvements annuels des avions à moteur sur l'aérodrome de Montricher est bien inférieur à celui défini dans le cadastre de bruit de 1993 ou celui inscrit dans la fiche PSIA. A cela, il faut ajouter qu'avec l'évolution de la flotte, le bruit généré par les avions à moteur a tendance à diminuer. Ainsi, l'exposition au bruit générée par les activités du champ d'aviation de Montricher respecte pleinement les exigences légales.
<b><i>Fondation de Montricher, Centre de vol à voile</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.15 Fiche par installation Môtiers (mise à jour)

#### 3.15.1 Consultation des services fédéraux

Anträge Propositions Proposte	Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA	Bemerkungen Remarques Osservazioni
<b><i>VBS Eidgenössisches Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport / DDPS Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports / DDPS Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione e dello sport</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAFU Bundesamt für Umwelt / OFEV Office fédéral de l'environnement / UFAM Ufficio federale dell'ambiente</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAK Bundesamt für Kultur / OFC Office fédéral de la culture / UFC Ufficio federale della cultura</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BAV Bundesamt für Verkehr / OFT Office fédéral des transports / UFT Ufficio federale dei trasporti</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BBL Bundesamt für Bauten und Logistik / OFCL Office fédéral des constructions et de la logistique / UFCL Ufficio federale delle costruzioni e della logistica</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BFS Bundesamt für Statistik / OFS Office fédéral de la statistique / UST Ufficio federale di statistica</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BJ Bundesamt für Justiz / OFJ Office fédérale de la justice / UFG Ufficio federale di giustizia</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BLW Bundesamt für Landwirtschaft / OFAG Office fédéral de l'agriculture / UFAG Ufficio federale dell'agricoltura</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>BWO Bundesamt für Wohnungswesen / OFL Office fédéral du logement / UFA Ufficio federale delle abitazioni</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>EPA Eidgenössisches Personalamt / OFPER Office fédéral du personnel / UOPER Ufficio federale del personale</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>EZV Eidgenössische Zollverwaltung / AFD Administration fédérale des douanes / AFD Amministrazione federale delle dogane</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Die Post / La Poste / La Posta</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-
<b><i>Schweizerische Bundesbahnen SBB / Chemin de fer fédéraux CFF/ FFS Ferrovie federali svizzere</i></b>		
Aucune proposition ni remarque	-	-

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

### 3.15.2 Consultation des autorités

<b>Anträge Propositions Proposte</b>	<b>Änderung im SIL Modification du PSIA Modifica del PSIA</b>	<b>Bemerkungen Remarques Osservazioni</b>
<b><i>Canton de Neuchâtel</i></b>		
1 Le Canton de Neuchâtel n'a aucune réserve à formuler, dès lors que les perspectives de développement contenues dans la version précédente de la fiche PSIA sont préservées (club house, prolongement de la piste voire piste en dur).	-	Les projets cités dans la version précédente de la fiche PSIA sont préservés. Si ces projets deviennent réalité, une nouvelle coordination devra avoir lieu sur tous les thèmes concernés par chaque projet. Le cas échéant, le PSIA sera adapté et une procédure d'approbation des plans sera menée.
2 Le descriptif des projets situé dans la partie «Décisions» mériterait d'être complété sur la base des informations qui figurent dans la partie «Explications». Il pourrait être judicieux d'indiquer ces projets au titre de coordination en cours (CC) plutôt qu'information préalable (IP).	-	La fonction de la partie «Explications» sert spécifiquement à spécifier la partie «Décisions». Pour ce qui est de la catégorie de coordination, elle n'est modifiée que suite à une coordination concrète, ce qui n'est pour l'heure pas le cas pour les projets cités dans la partie «Décisions» sous le thème «Périmètre d'aérodrome».
3 Dans la partie «Explications» sous le thème «Exposition au bruit», compléter la fin de la phrase suivante: «La situation a été améliorée, un silencieux a été posé sur le moteur d'un avion basé	Explications, exposition au bruit: «La situation a été améliorée, un silencieux a été posé sur le moteur d'un avion basé <u>sur l'aérodrome</u> ».	La remarque du Canton de Neuchâtel est intégrée dans la fiche PSIA.
<b><i>Commune du Val-de-Travers</i></b>		
1 La commune du Val-de-Travers demande à ce que l'espace englobé dans le périmètre d'aérodrome soit adapté aux parcelles devenues propriété de l'Aéro-Club du Val-de-Travers.	-	La délimitation selon le droit privé (propriété foncière de l'exploitant) n'est pas significative dans la définition du périmètre d'aérodrome.
2 La commune du Val-de-Travers informe qu'elle est pleinement en phase avec les projets d'aménagement, notamment la piste en dur, développés par l'Aéro-Club du Val-de-Travers.	-	Si les projets deviennent réalité, une nouvelle coordination devra avoir lieu sur tous les thèmes concernés par le projet. Le cas échéant, le PSIA sera adapté et une procédure d'approbation des plans sera menée.
<b><i>Aéro-Club du Val-de-Travers</i></b>		
1 L'Aéro-Club du Val-de-Travers informe qu'un dossier 0 en vue de transformer la piste actuelle en herbe en piste en dur a été déposé à l'OFAC.	-	A l'issue de l'analyse du dossier par l'OFAC, le PSIA sera adapté le cas échéant et une procédure d'approbation des plans sera menée.
2 L'Aéro-Club du Val-de-Travers demande de modifier le périmètre d'aérodrome suite à l'acquisition de terrains et de mentionner ce fait sous le thème «Périmètre d'aérodrome» dans la partie «Décisions».	-	La délimitation selon le droit privé (propriété foncière de l'exploitant) n'est pas significative dans la définition du périmètre d'aérodrome.
3 L'Aéro-Club du Val-de-Travers demande de supprimer la mention qui se trouve dans la partie «Explications» sous le thème «Périmètre d'aérodrome, infrastructure» et qui fait état que si de nouveaux projets d'infrastructures deviennent réalité, une nouvelle coordination doit avoir lieu sur tous les thèmes concernés par le projet (périmètre, bruit, obstacles, etc.) et que, le cas échéant, le PSIA doit être adapté et qu'une procédure d'approbation des plans est menée.	-	Cette mention explicite les mécanismes pour faire aboutir un projet ; elle est par conséquent maintenue dans la fiche PSIA.
4 L'Aéro-Club du Val-de-Travers suggère de remplacer «aéroport» par «aérodrome» dans la partie «Explications» sous le thème «Exposition au bruit».	Explications, exposition au bruit: «Le développement possible de <del>l'aéroport</del> <u>l'aérodrome</u> est fonction des territoires exposés au bruit».	La remarque de l'Aéro-Club du Val-de-Travers est intégrée dans la fiche PSIA.

Les autres instances consultées ne se sont pas prononcées sur les documents.

**Rapport d'examen selon l'art. 17 OAT**

Objet de l'adaptation :

- *Champ d'aviation de Wangen-Lachen, nouveau*
- *Champ d'aviation de Bienne-Kappelen, adaptation*
- *Champ d'aviation de Sitterdorf, adaptation*
- *Aérodrome régional de Lausanne-La Blécherette, adaptation*
- *Champ d'aviation de Hausen am Albis, mise à jour*
- *Champ d'aviation pour vol à voile de Courtelary, mise à jour*
- *Champ d'aviation de Langenthal, mise à jour*
- *Champ d'aviation de Saanen, mise à jour*
- *Champ d'aviation de Thoune, mise à jour*
- *Champ d'aviation pour vol à voile de Bellechasse, mise à jour*
- *Aérodrome régional de St. Gallen-Altenrhein, mise à jour*
- *Champ d'aviation pour vol à voile d'Amlikon, mise à jour*
- *Champ d'aviation de Lommis, mise à jour*
- *Champ d'aviation pour vol à voile de Montricher, mise à jour*
- *Champ d'aviation de Môtiers, mise à jour*

Bases d'examen : **Projet de plan sectoriel du 03.02.2016**  
**Rapport explicatif du 03.02.2016**

Service compétent : **OFAC**

**Considérants**

Aspects	Exigences	Constat	Évaluation
Contenu	Nécessité d'un plan sectoriel (art. 14, al. 1, et 17, al. 4, OAT)	Conformément à une première décision relative au PSIA (18.10.2000), il est défini une procédure par étapes pour élaborer la partie IIIC spécifique aux installations. L'adaptation soumise ici à approbation porte sur la 11 <sup>e</sup> série de fiches d'objet. Elle comprend un nouvelle fiche d'objet (Wangen-Lachen), trois adaptations de fiches d'objet (Bienne-Kappelen : déplacement de la piste en herbe ; Sitterdorf et Lausanne-La Blécherette : adaptations minimales du périmètre) et onze mises à jour (Hausen am Albis, Courtelary, Langenthal, Saanen, Thoune, Bellechasse, St. Gallen-Altenrhein, Amlikon, Lommis, Montricher et Môtiers). Ces mises à jour sont avant tout des adaptations du territoire avec limitation d'obstacles puisque de nouveaux cadastres des surfaces de limitation d'obstacles conformes à l'OACI ont été approuvés par l'OFAC et sont déjà entrés en vigueur. Les changements prévus dans le plan sectoriel ont diverses incidences sur le territoire et l'environnement et requièrent une modification formelle du PSIA.	Exigence remplie



	Conception judicieuse des indications du plan sectoriel (art. 14, al. 2 et 3, OAT)	En s'appuyant sur la partie conceptionnelle du plan sectoriel, la Confédération précise par la présente adaptation les objectifs visés pour les neuf installations concernées et comment ils sont coordonnés avec les objectifs du développement territorial et les affectations. La conception des fiches d'objet et des cartes correspond aux autres objets du plan sectoriel.	Exigence remplie
	Coordination de tous les intérêts (art. 2 et 3 OAT)	L'élaboration et l'adaptation des fiches d'objet se basent sur le protocole de la coordination spatiale prévu dans les objectifs et exigences de caractère conceptionnel (PSIA IIIB – 15/16). Les résultats de la collaboration y sont consignés. Le processus de coordination, auquel ont été associées toutes les parties intéressées (services fédéraux et cantonaux, communes, exploitants d'aérodrome), a été l'occasion (en particulier pour la nouvelle fiche d'objet du champ d'aviation de Wangen-Lachen), de mettre en évidence et d'évaluer tous les intérêts en jeu ; les conflits et divergences (notamment en lien avec la composition de la flotte et le trafic aérien à Bienne-Kappelen) ont été indiqués et des mesures ont été formulées. La coordination avec les autres activités de la Confédération et des cantons est donc assurée.	Exigence remplie
	Contribution au développement territorial souhaité (art. 1 et 3 LAT)	Dans le cadre du processus de coordination du plan sectoriel, des mesures visant une meilleure intégration des installations au niveau local et régional ont été examinées et les effets négatifs pour la population, l'économie et les bases naturelles de la vie ont été limités au maximum. Des précisions relatives aux mouvements et au trafic aérien ont été apportées à la fiche d'objet de Bienne-Kappelen sur la base des données fournies par le canton de Berne.	Exigence remplie
	Compatibilité avec les plans et prescriptions en vigueur (art. 2 OAT)	La consultation des cantons concernés (ZH, BE, SZ, ZG, FR, AR, SG, TG et VD) et des offices fédéraux a montré qu'il n'y avait pas de contradictions fondamentales entre la présente adaptation du plan sectoriel d'une part et les plans sectoriels fédéraux et plans directeurs cantonaux en vigueur d'autre part.	Exigence remplie
	Exigences relatives aux indications en coordination réglée (art. 15, al. 3 OAT)	Le besoin et l'emplacement des installations ressortent de la partie conceptionnelle du plan sectoriel. Le processus de coordination a permis de déterminer les incidences majeures des installations sur le territoire et l'environnement et de vérifier leur compatibilité avec la législation pertinente.	Exigence remplie
Procédure	Collaboration avec l'ARE et les autres responsables de tâches à incidence territoriale (art. 17 et 18 OAT)	L'adaptation du plan sectoriel a été élaborée en collaboration avec l'ARE. Les services intéressés de la Confédération et des cantons ainsi que les communes et les exploitants d'aérodromes concernés ont été intégrés bien en amont dans le processus de coordination spécifique aux installations. Les résultats de cette collaboration ont été consignés dans le protocole de coordination.	Exigence remplie
	Consultation des cantons et des communes (art. 19, al. 1 et 2 OAT)	À l'issue de la collaboration, les cantons et les communes ont eu la possibilité, de juin à août 2015, de se prononcer officiellement sur le projet de plan sectoriel.	Exigence remplie
	Information et participation de la population (art. 19, al. 3 et 4 OAT)	Une information et une participation de la population et des milieux intéressés ont eu lieu entre juin et septembre 2015. Le rapport explicatif montre comment les remarques issues des consultations ont été prises en considération.	Exigence remplie

	Contrôle de la compatibilité avec la planification directrice cantonale (art. 20 OAT)	Les cantons ont eu la possibilité, lors de la consultation du 3 <sup>e</sup> trimestre 2015, de constater d'éventuelles contradictions persistant entre le plan sectoriel et la planification directrice cantonale. La procédure de conciliation selon l'art. 13 OAT n'a pas été demandée.	Exigence remplie
Forme	Forme des indications contraignantes (art. 15 OAT)	Les indications contraignantes du plan sectoriel sont bien mises en évidence. Le texte et les cartes qui l'accompagnent fournissent les informations nécessaires à leur compréhension.	Exigence remplie
	Rapport explicatif (art. 16 OAT)	Le rapport explicatif renseigne sur le déroulement de la planification et sur la façon dont il a été tenu compte des divers intérêts en présence.	Exigence remplie
	Publication (art. 4 al. 3 LAT)	Le plan sectoriel sera publié sur Internet et pourra être consulté sur les sites Internet de l'OFAC et de l'ARE et auprès des services responsables de l'aménagement du territoire des cantons concernés. Une version papier sera disponible sur demande.	Exigence remplie

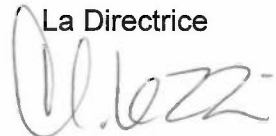
### Conclusion

Le contenu, la procédure et la forme du plan sectoriel correspondent aux exigences du droit de l'aménagement du territoire. Les conditions sont donc réunies pour que le plan examiné puisse être adopté comme plan sectoriel au sens de l'art. 13 LAT.

Berne, le 03.02.2016

OFFICE FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

La Directrice



Maria Lezzi